

Cet article n'est que le témoignage, subjectif et limité, d'un professionnel qui a pris son poste en 1974 et l'a quitté en 1979.

LE CEPASC ET LE PROJET SOCIAL DE LA VILLENEUVE DE GRENOBLE

Lorsque la première municipalité DUBEDOURT s'installa à la mairie de GRENOBLE en 1967, elle trouva un plan d'urbanisation du Sud de la ville déjà très élaboré, comportant notamment la réalisation d'un quartier destiné à héberger les athlètes des Jeux Olympiques d'hiver de 1968, le "Village Olympique",

La nouvelle équipe apporta peu de modifications à ce projet relativement classique dans sa conception, car sa réalisation était déjà fort avancée et devait être achevée pour les Jeux.

Par contre, tout en maintenant le choix de développer la ville vers le Sud, en liaison avec la commune voisine d'ECHIROLLES, elle conçut un nouveau projet urbanistique pour les trois autres quartiers à réaliser, projet porteur des aspirations politiques - et notamment sociales - d'une majorité municipale très influencée par le P.S.U.

Elle confia à une agence d'urbanisme nouvellement créée (et étroitement associée à l'unité d'urbanisme et d'architecture de l'Université) le soin de présenter un certain nombre de propositions, mais ne s'enferma évidemment pas dans un processus qui aurait donné le pouvoir aux seuls techniciens.

Elle mit en place une série de commissions municipales et extra-municipales qui rassemblèrent plusieurs centaines d'élus, d'habitants et de professionnels représentant les secteurs les plus divers et qui fonctionnèrent durant plusieurs mois.

La force de proposition de cette structure fut considérable et permit aux décideurs de bâtir un projet de vie sociale dans lequel bien des observateurs virent l'ébauche de la Cité Socialiste par excellence. C'était le projet du quartier I de la Villeneuve, encore appelé quartier de L'ARLEQUIN.

Ce projet est évidemment global. Il peut cependant être décomposé en plusieurs parties qui touchent :

- à l'urbanisme et au logement, au cadre de vie ;
- à la formation initiale et permanente ;
- au développement culturel et social ;
- à la santé ;
- aux loisirs et aux sports ;
- à la communication et à l'information

Seul l'emploi n'apparaît pas directement dans ce projet dans la mesure où, hormis certains commerces et autres services, le quartier ne devait pas comporter de secteur professionnel.

Ni quartier "résidentiel" dans le sens habituel du terme, ni quartier "populaire" à dominante H.L.M., le quartier de L'ARLEQUIN devait accueillir dans des conditions de logement non discriminatoires, toutes les couches sociales représentées dans la Cité.

En fait, cet objectif ne fut pas totalement atteint : la structure sociale du quartier fut caractérisée par la prééminence de deux pôles extrêmes, les immigrés d'une part (plus de 30 % de la population) et les cadres moyens et supérieurs d'autre part (militants syndicaux et politiques pour la plupart).

Ce quartier devant être essentiellement un lieu de vie hors temps de travail, il était essentiel

1. de concevoir un ensemble urbain de qualité ;

2. de le doter des équipements scolaires, culturels, socio-culturels, sociaux, sportifs, etc.. nécessaires pour satisfaire aux aspirations de loisirs et de développement culturel global d'une population très diversifiée, tant par l'éventail des âges que par les catégories socio-professionnelles représentées.

3. de réaliser ces équipements en même temps que les logements, donc de les intégrer dans un plan d'ensemble ;

4. de faire en sorte que la totalité de ces équipements soient accessibles à tous et puissent être gérés directement par les habitants du quartier, par les usagers.

Les commissions municipales et extra-municipales qui eurent à concevoir les équipements publics nécessaires optèrent pour la formule des "équipements intégrés" : intégrés entre eux, et totalement (physiquement) intégrés au quartier.

Leurs membres avaient pu observer le fonctionnement de tels équipements en Angleterre, au Canada et en France même, à YERRES.

I - UN EQUIPEMENT INTEGRE : le C.E.P.A.S.C.

Cet équipement prit le nom de "Centre d'Education Permanente et d'Animation Sociale et Culturelle" (C.E.P.A.S.C.) de la Villeneuve de GRENOBLE. Il comporta les unités fonctionnelles suivantes :

- cinq maisons de l'enfance composées de :
 - . une école maternelle
 - . une école primaire
 - . un centre d'animation enfance
 - . une crèche, pour l'une d'entre elles.
- un Collège expérimental avec une S.E.S.;
- une maison de quartier comportant un restaurant scolaire ouvert à tous les publics;
- un centre d'action culturelle ;
- un centre de formation continue ;
- une bibliothèque-C.D.I.
- un centre audio-visuel avec une télé par câble
- un centre de prévention jeunes
- un centre social gérant également une crèche familiale, deux résidences pour personnes âgées et une halte-garderie
- un centre sportif

Seul le secteur de la santé ne fut pas intégré au C.E.P.A.S.C. : il fut pris en compte dans un équipement spécifique : la Maison Médicale.

A GRENOBLE, comme à YERRES ou à ISTRES, les objectifs assignés à ce genre d'équipement étaient, pour une part, d'ordre économique (diminuer les coûts d'exploitation en réalisant le plein emploi et la polyvalence des locaux publics) et pour une autre part, d'ordre social et politique : contribuer au développement culturel global d'une population donnée en mettant un terme aux cloisonnements entre les divers secteurs d'intervention que sont l'école, l'animation sociale et culturelle, la communication, le loisir, etc...

Dans le cadre de cet objectif global, chaque unité fonctionnelle du C.E.P.A.S.C. avait des objectifs spécifiques, conformes à l'esprit de l'ensemble, mais plus limités dans le temps et dans l'espace.

- Les Maisons de l'Enfance avaient pour ambition d'intervenir de façon globale sur l'enfant, en mêlant étroitement apprentissage scolaire et éveil de toutes les potentialités de celui-ci, donc en recherchant la collaboration constante entre l'instituteur et l'animateur, durant le "temps scolaire" comme durant le "temps extra-scolaire". La Maison de l'Enfance devait être un lieu de vie continue pour l'enfant, sans séparation trop marquée entre la maternelle et le primaire (mise en oeuvre d'un cycle mixte) ni entre le "scolaire" et le "non scolaire". L'éducation à l'autonomie devait revêtir autant d'importance que les aspects cognitifs des apprentissages.

- L'ambition était du même ordre au niveau du Collège. Certes, les approches pédagogiques méritaient d'être totalement renouvelées par rapport aux pratiques traditionnelles, mais il était également important que le Collège - qui occupait une partie centrale dans la Maison de Quartier - fasse fond le plus largement possible sur les autres secteurs d'animation représentés dans le même lieu, à savoir, le Centre d'Action Culturelle, le Centre Multi-Médias de la Bibliothèque et le Centre Audio-Visuel, de manière à enrichir le discours pédagogique d'approches très diversifiées,

- Le Centre d'Action Culturelle, pour sa part, ne pouvait avoir pour seule ambition de contribuer à la diffusion culturelle dans la mesure où il n'était situé qu'à quelques centaines de mètres de l'importante Maison de la Culture. Tout en collaborant avec cette dernière, il devait, au contraire, contribuer à développer la créativité chez un public largement disponible et réceptif.

- Développer la création, donner la parole à ceux qui ne disposent pas de moyens d'expression publics, tels étaient également les objectifs des responsables de la vidéo qui, par mesure dérogatoire (cela se passait en 1973-74, donc, à l'époque du monopole de l'O.R.T.F.) avaient obtenu l'autorisation d'émettre dans les limites du quartier.

- La Bibliothèque-C.D.I. devait poursuivre des objectifs très voisins. Elle devait contribuer au plus large développement de l'éducation permanente en proposant à tous les publics -scolaire et non scolaire - les documents les plus divers, écrits, sonores, visuels et autres. Pour ce faire, elle occupait une place centrale, au coeur de la Maison de Quartier, dans une sorte de maison de verre largement ouverte sur la rue piétonne et sur le parc urbain.

- Le Centre Social, en charge des crèches familiales et collectives comme des résidences pour personnes âgées, de même que des publics défavorisés résidant sur le quartier, devait favoriser l'émergence d'une certaine convivialité en tenant compte de la présence de groupes sociaux très différents par leur origine, leur niveau socio-économique, mais aussi leur âge. Cette recherche de convivialité ne pouvait certes être la préoccupation du seul Centre Social, mais il devait jouer un rôle moteur dans ce domaine et interpeller les autres unités du C.E.P.A.S.C.

- Dans un tel ensemble, le Centre de Formation Continue se situait nécessairement à la croisée de bien des chemins. Sans vouloir négliger les aspects liés à la formation professionnelle, toujours aigüés sur un quartier comportant des populations défavorisées, le Centre devait oeuvrer en priorité pour une meilleure insertion sociale et culturelle des différentes couches sociales.

- Le Centre Sportif, délaissant l'aspect compétition, par ailleurs largement pris en compte par les associations et les clubs de la ville, devait mettre essentiellement l'accent sur le sport de loisirs, propre à développer, loin des aspects parfois négatifs de la compétition à outrance, cette convivialité, cette "cohabitation" harmonieuse, que l'on souhaitait faire régner sur la Villeneuve, peut-être avec un brin d'utopie...

II ~ LE PASSAGE DU PROJET A LA REALISATION : LES PREMIERS DERAPAGES

Je ne retiendrai ici, dans le cadre de ce bref témoignage, que quelques exemples qui me paraissent significatifs de la distance qui peut exister entre un projet et sa réalisation.

Je passerai rapidement sur les premiers dérapages dûs au système d'affectation des logements H.L.M. aux différentes catégories de demandeurs et qui eurent pour effet, alors que ce type de logements était largement disséminé sur l'ensemble du quartier, de regrouper assez massivement la population immigrée dans un secteur déterminé. Cela provoqua une modification de la carte scolaire des écoles maternelles et primaires et amena certains enfants à passer devant l'école située au pied de ces immeubles pour se rendre à l'école voisine... L'osmose recherchée entre l'école et l'habitat devenait plus aléatoire.

1. L'appropriation des équipements par les habitants

Durant des décennies, l'on s'était plaint, en France, du retard avec lequel les quartiers nouvellement construits étaient pourvus en équipements scolaires, culturels, sportifs, etc...

A la Villeneuve, l'essentiel des équipements - avec leurs professionnels - furent "livrés" aux habitants en même temps que les logements !

Une situation théoriquement idéale, mais qui révéla progressivement ses aspects pernicioseux.

Nous l'avons vu, les élus - et les concepteurs du projet - avaient pour objectif de donner le pouvoir aux habitants, de leur remettre un ensemble d'équipements, et de leur en confier la gestion. Le quartier devait pouvoir se gérer démocratiquement. L'on avait même évité, pour ne pas risquer une sorte de mainmise extérieure, de confier l'animation de certains secteurs à l'une ou l'autre des grandes fédérations nationales tels les "Francs et Franches Camarades" ou les clubs "Léo LAGRANGE." Les animateurs avaient été recrutés sur place, sans l'entremise de l'un de ces organismes. Et l'on avait fait appel à candidature sur le plan national pour le recrutement des professeurs, sur le plan départemental pour celui des instituteurs. Les responsables des diverses unités du C.E.P.A.S.C. avaient été, eux, recrutés et nommés au moins un an avant l'ouverture du Centre.

Les professionnels étaient donc à pied d'oeuvre pour accueillir les habitants et - théoriquement - pour les aider, non seulement à vivre sur le quartier, mais aussi - et surtout - à s'approprier les différents équipements et à les prendre en charge.

En fait, la plupart de ces professionnels - notamment ceux du secteur animation (nous analyserons plus loin les comportements des enseignants) tout en développant leur pratique professionnelle, eurent également pour souci de trouver une identité propre, de se construire des territoires, de se définir un statut professionnel au sein de l'organisme central de gestion qu'était l'A.E.P.A.S.C. (Association Pour l'Education Permanente et l'Animation Sociale et Culturelle). Cette recherche d'un statut se fit dans le conflit ; grèves, turbulences, manifestations marquèrent l'année 73 et les suivantes (les équipements avaient ouvert en 72)...

Les habitants du quartier, pourtant militants dans leur ensemble, ne surent pas ou ne voulurent pas se situer dans ces conflits opposant une municipalité socialiste à une majorité d'animateurs. Mais il s'avéra rapidement qu'ils ne tenaient pas outre mesure à prendre ce pouvoir un peu empoisonné qui leur était destiné et qui les contraindrait à assumer des charges d'employeur. En définitive, malgré de multiples tentatives, il fut impossible de mettre sur pied une ou plusieurs associations ayant un fonctionnement authentiquement associatif. Ainsi, la ville dut conserver un pouvoir, qu'elle avait voulu remettre aux habitants et qui fut partiellement "confisqué" par les professionnels.

En définitive, il n'y eut pas, à de rares exceptions près, appropriation par les habitants des équipements initialement construits.

Par contre, il n'en fut pas de même de l'un d'entre eux. Le pourcentage de jeunes couples ayant choisi d'habiter sur le quartier s'étant avéré plus élevé que prévu, le nombre des tout jeunes enfants le fut également. D'où un manque de places dans les crèches. A partir de ce constat, la réaction fut, dans un premier temps, classique : mobilisation des habitants concernés, interpellation des élus municipaux et des responsables de la D.D.A.S.S., réponse négative, constitution d'une association de défense. Dans un deuxième temps, cependant, les membres de l'association adoptèrent une démarche différente. Ils proposèrent à leurs interlocuteurs de la ville et de la D.D.A.S.S. la création d'une crèche gérée et largement animée par eux-mêmes (garde des enfants, préparation des repas, etc...). En contrepartie, la ville mettrait un appartement à leur disposition et la D.D.A.S.S. nommerait une puéricultrice. L'entente put se faire sur cette base. Ce que l'on pourrait appeler une crèche "sauvage" fonctionna durant plusieurs années, jusqu'à ce que la construction d'un Centre de la Petite Enfance put être réalisée. L'association fut évidemment associée à la conception de ce Centre et devint l'un des partenaires gestionnaires. Ainsi, un projet né dans la revendication et réalisé grâce à un engagement responsable d'un groupe d'habitants, aboutit à une oeuvre à gestion collective.

2. Les équipements "vitrines"

Dans ce quartier à l'habitat extrêmement dense (pour obtenir un "espace-parc" important, l'on choisit de construire un seul bâtiment, très long et très haut, en forme de serpent) l'on avait souhaité que tous les équipements publics soient immédiatement accessibles à tous les habitants. On les a donc construits de manière à ce qu'ils débouchent directement, soit sur la voie piétonne centrale (la galerie de L'ARLEQUIN), soit sur le parc. Et l'on a privilégié les façades en verre afin que nul n'ignore, sur le quartier, l'emplacement de la Bibliothèque, des gymnases, des ateliers d'expression, des salles de réunion communautaire, etc...

Il est indéniable que l'objectif fut largement atteint et l'on peut estimer - sans que cela ait donné lieu à une évaluation précise - que la fréquentation des dits établissements s'en ressentit. Mais les projets les mieux pensés et les plus généreux se heurtent parfois à la réalité des faits. Il en est ainsi de l'un d'entre eux, l'atelier tissage.

Celui-ci, implanté dans la Maison de Quartier et faisant partie du rentre d'Action Culturelle, était physiquement situé derrière une façade vitrée donnant directement sur la rue centrale. Les tisserands - qui étaient le plus souvent des tisserandes - travaillaient, en quelque sorte, dans une vitrine. Dans ces conditions, il ne fallut pas s'interroger longtemps sur les raisons pour lesquelles aucune femme maghrébine ne franchit jamais le seuil de cet atelier !

Le C.E.P.A.S.C, ne manquant, ni de ressources, ni de répartition, il fut décidé d'installer un autre atelier, pourvu de métiers mieux adaptés aux pratiques des femmes algériennes ou marocaines, et surtout situé dans un lieu à l'abri des regards... En lançant cette opération, l'unité culturelle du C.E.P.A.S.C., associée à l'unité "Formation Continue" et à un groupement de quartier censé "représenter" la population maghrébine, avait pour objectif de valoriser la culture de cette population immigrée en favorisant le maintien de pratiques culturelles originelles.

Cependant, l'on se rendit compte rapidement que ces femmes - coupées de leur milieu d'origine - ne possédaient pas ces pratiques. Il fallut donc les former. Celles qui s'intéressèrent à cette activité n'entendaient pas s'y livrer dans un cadre de loisirs (contrairement à la pratique européenne) : elles voulaient - et elles rejoignaient ainsi la pratique d'origine - en faire commerce. Ce qui déboucha sur la création d'une association de type coopérative qui ne parvint jamais à équilibrer son budget en raison du fait que le prix des produits fabriqués, même avec des salaires proches du S.M.I.C., étaient sans commune mesure avec, ceux pratiqués au-delà de la Méditerranée !

Cet exemple illustre bien, me semble-t-il, la générosité des idées originelles, la capacité d'adaptation du secteur animation intégré au C.E.P.A.S.C., mais aussi l'extrême difficulté à trouver la réponse adéquate à des situations complexes. Il faut noter cependant que d'autres pratiques inter-culturelles - peut-être moins ambitieuses - connurent un succès plus profond et plus durable.

3. Les écoles et le collège

Les écoles et le collège devaient, évidemment, constituer la pierre angulaire de l'édifice, tant au niveau des apprentissages scolaires qu'à celui des apprentissages sociaux et culturels.

Un projet global avait été élaboré par les différentes commissions préparatoires, mais l'une des premières difficultés fut de recruter un corps enseignant - instituteurs et professeurs - en accord avec ce projet et, de surcroît, capable de le mettre en oeuvre.

Dans la mesure où le recrutement de certains professeurs se fait sur le plan national, la difficulté fut moindre, (malgré certaines oppositions syndicales) et l'équipe constituée se trouva être assez homogène. Il n'en fut pas de même des instituteurs recrutés dans le cadre départemental. Les motivations des uns et des autres se révélèrent assez divergentes, ce qui ne put que nuire à la cohérence de l'ensemble et fut à l'origine d'une assez grande mobilité des enseignants au cours des premières années.

Je ne m'aventurerai pas à décrire ici les actions entreprises par les enseignants et à en dresser le bilan. Ce travail fut réalisé de façon remarquable par un groupe d'évaluation présidé par Monsieur GEMINARD, représentant permanent de l'Inspection Générale de l'Education Nationale auprès du Ministère.

Je m'attacherai simplement, à partir de deux exemples, à mettre en évidence un mécanisme de dérapage et à en apprécier les conséquences.

.../...

Le projet concernant le Collège proposait une vue globale de la fonction d'un tel établissement dans un quartier. De façon à la fois symbolique et pratique, il était physiquement, situé au coeur de la Maison de Quartier, donc au coeur du quartier. Il devait être un véritable lieu de vie et de formation globale pour les adolescents du quartier, en permettant d'associer les acquisitions de type scolaire à toutes les autres approches possibles de la connaissance et du savoir-faire.

Les médiateurs de ce savoir global ne pouvaient être que les enseignants. Certes, nul ne leur demandait, tout en enseignant leur discipline, d'être également des professionnels de l'audio-visuel, du théâtre, des arts plastiques, ou de l'électronique. Mais le projet prévoyait que, dans le cadre de leur service, (15 heures d'enseignement et 9 heures d'animation globale) ils élaborent des projets avec les autres professionnels du C.E.P.A.S.C., à parité avec eux, et qu'ensemble ils mènent ces projets à bien avec leurs élèves.

Or, dès les premières semaines de fonctionnement du Collège, les enseignants décidèrent, à une très large majorité, d'utiliser leur temps de non-enseignement (9 heures sur 24) pour :

- introduire un changement radical au niveau de la pratique purement pédagogique ;
- travailler en équipes ;
- gérer collectivement le Collège ;
- développer les relations avec les parents et leur implication dans la vie du Collège.

Cette équipe d'enseignants réalisa un travail considérable que la commission. GERMINARD apprécia à sa juste valeur, mais, consciemment ou inconsciemment, referma le Collège sur lui-même.

Très rares furent, en effet, les enseignants du Collège qui s'impliquèrent dans l'animation globale du quartier ; peu nombreux furent ceux qui menèrent à bien des projets "ouverts" avec les professionnels de l'animation. Auraient-ils réagi différemment si ces derniers n'avaient pas existé, s'ils avaient eu seuls en charge cette oeuvre d'éducation globale et permanente qui était celle de l'ensemble du C.E.P.A.S.C. ? C'est assez peu vraisemblable. En définitive, il faut bien reconnaître, que tout en étant intégrés dans un même ensemble, les deux catégories de professionnels firent peu de chemin ensemble dans le sens d'une réelle reconnaissance réciproque qui seule permet de conduire un projet commun.

Dans la majorité des cas, les professeurs considérèrent les animateurs comme des aides, sinon des auxiliaires. Et bien des animateurs - dont la rigueur n'était pas toujours la qualité principale - se refusèrent à entrer dans une organisation scolaire qu'ils tenaient pour trop rigide (bien qu'elle fût tenue pour extrêmement souple - voire "laxiste" - par le monde de l'Education Nationale ...).

Dans les écoles maternelles et primaires, l'évolution de la situation fut assez voisine, même s'il existe des différences notables, en particulier le fait que les instituteurs ne disposaient d'aucun temps de concertation, à la différence des professeurs.

Le projet des "Maisons de l'Enfance" (école + secteur d'animation intégré à l'école) était plus structuré encore que celui de la "Maison des Adolescents" (Collège + Maison de Quartier), dans la mesure où, d'emblée, les concepteurs avaient décidé de constituer des équipes mixtes enseignants - animateurs, ces derniers devant être associés aux enseignements scolaires et les instituteurs pouvant intervenir, le cas échéant, dans le temps non-scolaire.

Ce projet, parfaitement cohérent, était cependant très ambitieux eu égard à la formation - et surtout aux motivations - de certaines personnes composant les équipes. Nous l'avons vu plus haut, tous les enseignants n'étaient pas porteurs de projets novateurs. Et beaucoup d'"animateurs-enfance" n'avaient aucun passé professionnel. Le mélange de ces deux catégories de personnes fut souvent explosif, les enseignants reprochant aux animateurs leur absence de formation professionnelle et de rigueur ; les animateurs reprochant à certains enseignants leur peu de goût pour une pédagogie centrée sur le développement global de l'enfant.

Au fil des ans, après de multiples conflits, seuls quelques projets, portés par des professionnels des deux "camps" qui s'étaient reconnus, purent vivre et se développer. Dans la majeure partie des cas, chaque groupe professionnel se retira sur son territoire (école pour les uns, centre d'animation pour les autres), ce qui ne les empêcha pas, à l'occasion - mais non de façon permanente et pratiquement institutionnalisée - de collaborer ensemble à la réalisation de projets ponctuels.

4. Les relations entre les professionnels et leurs employeurs

Les quelques exemples qui précèdent montrent qu'il existe, indéniablement, une certaine distance entre les objectifs initiaux et ce qui fut effectivement réalisé. Certes, les faits sont parfois têtus et s'opposent aux volontés les plus novatrices. Mais les dérapages les plus importants sont à vrai dire, imputables aux hommes, et tout particulièrement aux professionnels chargés de mener le projet à bien, de même qu'à un certain nombre d'institutions locales, régionales ou nationales.

Il peut, tout de même, paraître surprenant que des professionnels, spécialement recrutés pour réaliser un projet clairement défini, ne se sentent que peu lié à celui-ci et lui substituent rapidement leur (s) propre (s) projet (s).

Il paraît plus surprenant encore que leurs employeurs - du moins certains d'entre eux - acceptent cette sorte de "fuite" sans se donner les moyens d'analyser réellement les raisons objectives qui pourraient expliquer, voire justifier, une telle évolution.

Seule la collectivité locale s'est efforcée d'accompagner, au jour le jour, la mise en oeuvre du projet et a conduit la discussion avec ses professionnels. Mais sans toujours parvenir à faire prendre en compte ses analyses et encore moins à imposer ses vues. Les autres partenaires, l'Education Nationale, la Culture, la Jeunesse et les Sports ne se sont que timidement intéressés à la phase de réalisation et de fonctionnement, comme s'ils ne se sentaient que médiocrement concernés par le projet, voire même - et ce fut le cas de certains responsables locaux - franchement hostiles.

Il est symptomatique, à cet égard, que la Commission Administrative de Contrôle - sorte de Conseil d'Administration du C.E.P.A.S.C. - n'ait été que rarement réunie par son président, le Préfet, et se soit toujours révélé être une instance formelle, sans réelle volonté, ni pouvoir.

Dans ces conditions, les hommes et les femmes du terrain eurent souvent le sentiment d'être peu ou prou "lâchés" par leur tutelle, ou livrés à eux-mêmes. Que certains mirent à profit cette prise de distance pour privilégier leurs propres vues ou visées, peut se concevoir, sinon se justifier.

Il faut noter, en outre, que cette prise de distance des différents partenaires, exception faite de la municipalité, fut surtout sensible par rapport au fonctionnement intégré du C.E.P.A.S.C. Certains, tels l'Education Nationale et la Culture, portèrent une relative attention au fonctionnement de leurs équipements respectifs : écoles, collèges, C.A.C., mais se désintéressèrent le plus souvent de ce qui devait constituer, en fait, l'un des aspects

majeurs de l'innovation, à savoir la collaboration institutionnelle entre les différentes équipes sur le terrain. Là encore, il est éclairant de constater que la commission GEMINARD, dont il est question plus haut, n'a pas estimé pouvoir prendre en compte, dans son évaluation, les différents aspects de l'intégration, sinon de façon non essentielle. A vrai dire, Monsieur GEMINARD avait parfaitement perçu la nécessité d'une évaluation globale, mais ce n'était pas l'objet de sa mission et il estimait ne pas disposer des outils d'évaluation nécessaires. Lorsque la municipalité de GRENOBLE avait souhaité qu'une évaluation du système éducatif fût entreprise, elle songeait au projet dans son ensemble. La réponse de l'Education Nationale fut une évaluation - au demeurant très scrupuleuse - du système scolaire !

III - AU-DELA DES DERAPAGES, LES SUCCES...

Certains détracteurs du projet de la Villeneuve reprochèrent aux concepteurs - et notamment aux élus municipaux - d'avoir imaginé qu'un quartier comme celui de L'ARLEQUIN, avec ses parti-pris urbanistiques et architecturaux, avec son foisonnement d'équipements publics regroupés au sein du C.E.P.A.S.C., gommerait les différences sociales, culturelles, économiques et professionnelles. Une certaine dose d'utopie a certes inspiré bien des responsables de ce projet, mais peu nombreux devaient être ceux qui auraient rêvé à une telle transformation. Par contre, il est légitime de se demander si, malgré le contexte général auquel les habitants de ce quartier n'échappaient pas, ces différences ne se trouvèrent pas atténuées en raison d'un accès plus égalitaire aux différents lieux de formation initiale et permanente, de loisirs, de culture. En raison aussi d'un climat général de respect des différences, voire de convivialité, qui caractérisa ce quartier.

Là encore, il est difficile d'évaluer objectivement l'importance - quantitative et qualitative - de ce phénomène, si tant est qu'il existe.

On peut néanmoins faire état d'un certain nombre d'observations.

1. Les enfants, premiers bénéficiaires

La première observation - et sans doute la plus manifeste - est que les enfants, jusqu'à l'adolescence, semblent profiter pleinement du dispositif mis en place, à peu près sans restrictions liées à leur origine sociale ou ethnique. Depuis la maternelle - voire la crèche - et jusqu'à la fin de la scolarité en collège, ils vivent dans un environnement, du moins au niveau du quartier, qui sollicite leur être dans sa globalité, qui développe et stimule leur créativité, qui les conduit progressivement vers l'autonomie. L'on aurait pu craindre que, vivant dans une sorte de monde clos, ils n'éprouvent quelque difficulté à en sortir. Or, même les professeurs les moins favorables à "l'esprit" de la Villeneuve, devaient convenir, lorsqu'ils recevaient, au lycée, des élèves provenant du Collège, que ceux-ci, tout en ayant acquis le même bagage que leurs camarades, des autres collèges, possédaient, en outre, une capacité d'initiative et d'autonomie plus grande que la moyenne. D'où la formule suivante, parfois proférée par tel ou tel enseignant : "A la Villeneuve, on t'a appris à parler; ici, tu apprendras à te taire..." Manifestement, certains objectifs étaient atteints...

2. Les parents et l'école

Il est un autre domaine, lié à l'école, où l'on peut observer à la fois un amenuisement des distances sociales et une réelle réussite par rapport au projet initial ; c'est celui de l'implication des parents dans l'école.

Il existait, dès le départ, un certain nombre d'éléments facilitateurs :

- les écoles avaient été construites au pied des immeubles, pratiquement au débouché des ascenseurs ;

- elles étaient largement vitrées et comportaient des locaux pouvant servir à l'animation ou à des réunions d'habitants (pas nécessairement parents).

. dans la plupart de ces écoles exerçaient des enseignants qui privilégiaient le travail en équipe et la relation avec les parents ;

. au collège, les parents (pas seulement les délégués) étaient conviés, chaque mardi soir, aux travaux en commission et aux assemblées générales qui permettaient de gérer l'établissement. Ils étaient invités, après chaque conseil de classe, à venir retirer auprès de l'équipe d'enseignants, le "dossier bulletin" concernant leur enfant.

Une grande partie des parents, de toutes conditions sociales, ont su profiter de cet ensemble de conditions favorables. Ils ont réellement investi l'école, soit individuellement, soit regroupés au sein de l'Association Syndicale des Familles. Ils ont élaboré, avec les maîtres, les conditions de fonctionnement de l'école, ainsi que, contrairement à tous les usages... les projets pédagogiques. La Villeneuve de GRENOBLE est le seul lieu où j'ai vu des enseignants et des parents parler de pédagogie dans le calme et le respect réciproque. Il est probable que la pratique du travail en équipe, développée par les enseignants, a joué ici un rôle facilitateur. Un autre élément facilitateur résidait probablement dans le fait qu'il y avait un certain consensus entre enseignants et parents quant à l'objectif éducatif visé.

Ce consensus n'était cependant pas général. Certains parents d'origine maghrébine n'étaient pas toujours en accord avec le schéma éducatif prôné par la majorité ; celui-ci s'éloignait parfois de manière trop sensible de leurs habitudes culturelles, notamment, bien sûr, pour ce qui concerne les jeunes filles.

Il faut reconnaître, sur ce point, que les parents immigrés qui franchissaient les portes de l'école - et ils étaient nombreux - appartenaient plutôt à la catégorie de ceux qui recherchaient une forme d'intégration dans la société française. Les autres se manifestaient moins, ou de manière plus hostile, parfois à travers des organismes plus ou moins représentatifs de leur communauté.

3. Le C.E.P. A.S.C. et la Villeneuve : lieux d'expérimentation

Dans le formidable défi lancé, dans ce quartier, aux comportements sociaux et culturels plus ou moins immuables, l'ensemble des équipements publics regroupés au sein du C.E.P.A.S.C. avaient un rôle à jouer.

Plus nettement que dans les autres centres intégrés, il s'agissait ici de favoriser un processus de transformation sociale grâce à un accès plus égalitaire des différentes couches sociales au monde de la culture, du savoir, de la créativité, grâce à une vie sociale plus conviviale et plus responsable.

Pour des raisons diverses - dont certaines ont été exposées plus haut - le C.E.P.A.S.C. n'a sans doute pas joué totalement ce rôle et le quartier n'est pas devenu cet "Eden socialiste" dont certains rêvaient peut-être, et que d'autres redoutaient.

Nul ne peut nier, cependant, que la Villeneuve et le C.E.P.A.S.C. furent - et sont encore - un formidable laboratoire de recherche dans les domaines les plus divers touchant à la vie sociale, et que nombre d'initiatives furent, soit des succès, soit des occasions de tester le bien fondé de telle ou telle hypothèse. Ainsi, on peut citer :

...J...

- le fonctionnement en auto-gestion, ou en co-gestion, d'équipes et d'équipements (l'équipe de prévention jeunes, le Collège, certaines écoles, la Maison Médicale) ;

- la communication par câble, avec une vidéo de quartier faite par et pour les habitants (avec les embûches et les difficultés d'une telle entreprise et la vérification du pouvoir détenu par les professionnels) ;

- la mise en évidence et le développement d'une vie inter-culturelle au niveau d'un quartier (avec l'émergence de l'ambiguïté des situations réelles : à quelle (s) culture (s) les minorités veulent-elles adhérer ?) ;

- l'émergence et le développement d'une sorte d'école communautaire, à la fois poumon et coeur d'un ensemble qui mise l'essentiel sur la formation des jeunes dans la perspective de leur future vie de citoyen.

Dans chacun de ces domaines - et dans bien d'autre encore - le C.E.P.A.S.C. et la Villeneuve ont permis à la pratique sociale de rompre avec des habitudes anciennes que l'on croyait immuables, de proposer d'autres démarches, d'en explorer les différentes voies, d'en cerner les difficultés, de faire émerger les points positifs. Vu sous un certain angle, l'on pourrait penser que ces changements sont peu importants en regard des espérances, mais dans ce domaine, pouvait-on miser sur la révolution plutôt que sur l'évolution ?

Le 12 juin 1986